

**portant adoption de la charte pour le recours à la
visioconférence dans le cadre des comités de sélection**

Point inscrit à l'ordre du jour n° 14

Conseil d'administration du 11 mars 2021

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3 ;

Vu le décret n°84-431 du 06 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,

Vu l'arrêté du 17 novembre 2008 fixant les modalités de recours aux moyens de télécommunication pour le fonctionnement des comités de sélection et pris pour l'application de l'article 9-2 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;

Vu l'avis du Comité technique d'établissement en date du 26 février 2021 ;

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent la charte pour le recours à la visioconférence dans le cadre des comités de sélection.

La charte est en pièce jointe.

Résultat du vote									
Vote	électronique								
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					33				
Nombre de voix	pour	30	contre	0	abstention(s)	3	refus	0	

Fait à Saint-Denis, le **22 mars 2021**
Le Président de l'Université de La Réunion
Professeur Frédéric MIRANVILLETransmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le **25 MARS 2021**Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **25 MARS 2021**

Charte pour le recours à la visio-webconférence dans le cadre des comités de sélection

Article 1 : Préambule

Le présent document décrit la charte des recours à la visio-webconférence pour les concours d'enseignants-chercheurs de l'Université de La Réunion.

Les principes énoncés dans la présente charte s'appliquent en situation normale, en dehors de tout contexte exceptionnel de crise (sanitaire ou autre) au cours duquel les mesures réglementaires adaptées à la situation se substitueront.

Ce document est communiqué aux présidents des comités de sélection, à charge pour ces derniers d'en assurer la diffusion par les voies appropriées aux autres membres du comité concerné et aux candidats auditionnés. Il est rendu public sur le site internet de l'Université. Les textes de référence sont l'arrêté du 17 novembre 2008 et la note du ministère intitulée « CDS – points réglementaires », mise en ligne sur la page d'accueil du portail Internet Galaxie.

Le recours à la visio-webconférence ou la webconférence est aujourd'hui indispensable pour permettre aux membres extérieurs des comités de sélection et autres jurys de participer aux travaux et aux procédures de recrutement. C'est par ailleurs une option pour les candidats qui ne sont pas basés à La Réunion d'être auditionnés s'ils n'ont pas la possibilité d'être présents localement. La mise en place de salles dédiées et équipées du matériel adéquat fait l'objet d'une gestion de planning spécifique à chacune des salles et de la mobilisation d'une équipe technique. L'Université de La Réunion peut ainsi garantir les meilleures conditions possibles de déroulement des séances.

Article 2 : Organisation des visio-webconférences

Pour chaque réunion de comité à une date donnée, le président du comité réserve auprès de l'Université de La Réunion une salle et un créneau horaire principal. Dans l'éventualité d'un problème technique ou de l'absence de quorum, il pourra réserver un second créneau (dit de secours). Ces créneaux sont communiqués aux candidats auditionnés lors de sa convocation.

En dehors du périmètre de l'Université de La Réunion, les membres des comités de sélection se regroupent au maximum sur trois sites distants, en raison de contraintes organisationnelles. À titre exceptionnel et dans la mesure où cela pourrait compromettre les travaux du comité, un site supplémentaire pourra être envisagé, à condition de respecter les contraintes techniques, et sous réserve de validation par les référents techniques de la DAMAN (Direction de l'Audiovisuel, du Multimédia et de l'Accessibilité Numérique).

Les membres du comité de sélection qui ne sont pas basés à La Réunion assurent, en lien avec le

président du comité de sélection, la transmission à la DAMAN de toutes les informations techniques (type de système, adresse IP) et administratives (contact technique, téléphone), au minimum 7 jours (ouvrés) avant la tenue de la réunion. Les sites distants doivent impérativement réaliser des tests de connexion sur les adresses de type « pont » (pour permettre des connexions à plusieurs sites) dont les coordonnées sont communiquées par la DAMAN (au minimum 48h jours ouvrés avant le créneau principal).

Ces informations sont regroupées sous la forme d'une fiche dite de visio-webconférence qui est complétée par le président du comité. Cette fiche sera à remplir exclusivement en ligne (procédure dématérialisée) sur le "Google Drive" de l'Université de La Réunion (dont le lien et les accès sont transmis par le référent de la DAMAN), pour permettre une meilleure collaboration et éviter la duplication de fiches. *Cette démarche est obligatoire.*

Dans le cadre de la traditionnelle visioconférence (via appareil Polycom), les présidents de comité de sélection renseignent les fiches de visioconférence avec les informations suivantes : *nom du ou des site(s) distant(s) ; nom et coordonnées (tél et e-mail) du technicien et/ou personne chargée de la connexion lors de la réunion ; type de système ; adresse IP.*

Les candidats qui ne sont pas basés à La Réunion et ayant opté pour la visioconférence seront fortement encouragés à rejoindre les sites où sont positionnés les membres non basés à La Réunion afin d'optimiser le nombre maximum de 3 sites distants. Le cas échéant, un 4^e site pourra être envisagé (ex : un candidat qui souhaite être auditionné depuis les Antilles).

Les candidats convoqués demandent au président du comité à être auditionnés en visioconférence dans les créneaux horaires préalablement fixés. Cette visioconférence peut se tenir dans tout établissement relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, du rectorat le plus proche de leur domicile, dans un organisme de recherche ou d'enseignement supérieur à l'étranger ainsi que dans les missions diplomatiques et les postes consulaires de la France à l'étranger. Il appartient au candidat de réserver cette salle distante et de formuler la demande au président de comité dès réception de sa convocation. En cas d'accord, le candidat transmettra les informations au président du comité afin que ce dernier puisse renseigner la fiche de visioconférence, 72 h avant le créneau envisagé.

L'identité du candidat auditionné depuis un site où n'est présent aucun membre du comité de sélection devra être contrôlée par un membre du personnel de l'établissement d'accueil. Ce dernier garantira également que le candidat est bien seul dans la salle.

Il est important de noter que les candidats n'auront pas la possibilité de diffuser leur support numérique de présentation par le biais du système de visioconférence, et ce afin de parer à tout problème technique. Il est donc recommandé à chaque candidat de transmettre au préalable son fichier au format pdf au président de comité de sélection au plus tard 48h avant son audition.

Le candidat convoqué pour audition peut envisager d'être en visioconférence depuis son poste de travail personnel, via une connexion internet domestique (sous réserve d'un Internet très haut débit). Dans ce cas l'outil validé par l'établissement actuellement est le logiciel ZOOM.

Un ordinateur et un vidéoprojecteur sont mis à disposition des candidats sur chacune des salles de visioconférence prévues, afin de permettre la diffusion du support de présentation auprès des membres locaux. Il incombe au président du comité de sélection de s'assurer que les membres basés en dehors du site de recrutement pourront de la même manière le diffuser à leur niveau.

À l'Université de La Réunion, les personnels de la DAMAN effectueront systématiquement une permanence pour chacune des réunions (sélection de dossier et audition). Ils établiront la connexion en visioconférence ou webconférence en début de séance et pourront s'assurer que les sites distants sont connectés et que la communication est satisfaisante.

Il est à noter que les techniciens ne pourront pas garantir de connexion en cas de panne de réseau ou de panne électrique. Le cas échéant, ils assureront le lien avec les services internes compétents (Direction des Systèmes d'Information et Direction du Patrimoine).

Article 3 : Informations techniques sur les visio-webconférences

Pour les comités de sélection dont les travaux se font en visio-webconférence, l'Université de la Réunion mettra à disposition des appareils de la marque POLYCOM (systèmes VSX, HDX et RealPresence) ou un équipement multimédia compatible ZOOM MEETING. Ces dispositifs permettent d'assurer un débit continu des informations visuelles et sonores. La solution ZOOM est particulièrement recommandée pour son optimisation de la bande passante et sera davantage compatible avec les éventuelles défaillances des débits des réseaux distants.

Pour assurer la sécurité et la confidentialité du contenu de séance, la solution choisie sera configurée avec toutes les options de sécurisation disponibles, dont le chiffrement.

Notre établissement ne saurait être tenu pour responsable en cas de dysfonctionnement des équipements des sites distants, des canaux de transmission ou encore des problèmes logistiques survenant dans les centres extérieurs. Enfin, la DAMAN accompagnera dans la mesure du possible, et sous réserve de disponibilité technique et RH, les membres du comité de sélection non basés à La Réunion et "autonomes", c'est-à-dire les membres souhaitant participer à la réunion à l'aide de leur propre dispositif personnel sans tests préalables effectués au minimum 72 heures avant l'audition.

Le Président de l'Université de La Réunion

Pr. Frédéric MIRANVILLE

Approuvé par le Conseil d'Administration
dans sa séance du 11.1.MARS.2021.